

# le liberrtaire

hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un régime social qui assure à chaque individu la maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an ..... 6 fr. »  
Six mois ..... 3 fr. »  
Trois mois ..... 1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne  
La Rédaction : à Emile AUBIN  
L'Administration : à Pierre MARTIN

## ABONNEMENTS POUR L'ÉTRANGER

Un an ..... 8 fr. »  
Six mois ..... 4 fr. »  
Trois mois ..... 2 fr. »

## Le Droit de Vote et le Féminisme

Comme toute idée généreuse, le mouvement féministe, parti d'Angleterre, n'a pas manqué d'éveiller, en France, un courant d'aspirations bien caractérisées.

Nos voisins du Royaume-Uni ont eu leurs suffragettes, femmes vaillantes, héroïques jusqu'au martyre. Inébranlables dans la conviction de leurs droits, elles ont supporté toutes les vexations, enduré les ridicules, souffert les affronts et tenu tête aux injures les plus grossières, aux outrages les plus humiliants. Rien ne les a arrêtées : la prison, la torture et les menaces de mort. Vrai ! ce sont de beaux types de caractère, de belles natures d'apostolat qui montrent que « les temps héroïques ne sont pas clos, ne sont pas passés » et que l'espèce humaine recèle encore des énergies et des enthousiasmes sublimes.

Nous sera-t-il donné de voir, en France, les mêmes dévouements et s'accomplir les mêmes sacrifices ? Peut-être. L'esprit d'imitation d'abord, l'émulation dans la propagande d'ensuite, puis, les brutales maladroises des autorités aidant, les colères peuvent monter, s'enflammer et dégénérer en violence en face des résistances têtues.

Et tous ces nobles élans, tous ces efforts dévoués, toutes ces abnégations affirmées, tout cela pour obtenir le suffrage universel pour les femmes, le bulletin de vote pour la moitié de la population adulte du pays : quelle erreur et quelle prodigalité pour obtenir une décevante inanité.

Et quelle n'a pas été notre surprise de voir notre collaboratrice Madeleine Pelletier, dans son article de la semaine dernière, exhorter les femmes à conquérir ce droit qui a si peu servi aux hommes depuis plus de soixante ans qu'ils en font usage.

Et ce n'est pas que notre camarade Madeleine Pelletier ne sache la stérilité du geste de voter ; elle est assez observatrice pour s'en rendre compte ; mais elle attribue à l'exercice de ce droit sans valeur une valeur quand même dans l'erreur accomplie par des dupes de sexes différents.

Vous voulez donc apprendre aux femmes à faire aussi des lois ? Les hommes n'en ont-ils pas assez fait ? Vous désirez encore que nos frères, nos sœurs et nos compagnes en fabriquent ? — Mais, elles les feront pour elles, allez-vous vous dire. — Voyons, est-ce que les électeurs appartenant à la classe ouvrière — et c'est ceux-là qui constituent la majorité — ont fait des lois pour eux ? Non, cela ne se peut pas. Ils nomment les législateurs qui, à leur tour, font les lois. Et ces lois, quelles qu'elles soient, ont généralement pour but de garantir l'existence de la classe privilégiée, en sacrifiant celle du souverain nominatif.

Eh bien ! ce que les hommes n'ont pas su faire, ou plutôt n'ont pas pu faire de par l'organisation politique et économique de la société dans laquelle nous vivons, les femmes pourront-elles mieux le réussir ? Non, pas davantage.

On part d'une erreur pour aboutir à une absurdité. Parce que l'homme se sert d'une mystification pour se croire souverain, il faut octroyer à la femme la même mystification pour qu'elle se figure être souveraine. Au lieu d'inciter cette dernière à ne pas répéter les mêmes sottises que le prétendu sexe fort, on la pousse à jouer la même comédie, à marcher dans la même direction et à égarer le mâle dans ses jobarderies.

Les féministes suffragistes devraient bien se rendre compte que le S. U. ne donne pas de valeur à ceux qui l'exercent. Les femmes électeurs ne seront pas plus émancipées par cette illusoire manifestation de la souveraineté populaire que les hommes ne l'ont été depuis qu'ils l'exercent. Celles qui seront ignorantes le resteront : le bulletin de vote n'apprend pas à lire à ceux qui sont complètement illettrés.

Et c'est quand l'homme commence à s'apercevoir de son erreur, qu'il approche de comprendre la supercherie dont il est victime ; c'est quand il va abandonner cette farce électorale pour ressaisir son fusil d'insurgé ou la bombe du terroriste ; c'est à ce moment-là que vous réclamez pour la moitié des exploités le droit de faire le même geste stupide du naïf votard ? Ah ! vrai, en agissant ainsi, vous ravez le cadavre du parlementarisme, vous précipitez la moitié du prolétariat dans le bourbier où pataugent les troupeaux d'électeurs, vous tournez le dos à la révolution sociale, vous servez les puissances faites du nombre et de la bêtise, vous faites œuvre de réaction et vous créez, par avance, une armée contre-révolutionnaire qui se dressera pour combattre les révoltes et pour maintenir l'ordre moral (?) le désordre existant.

La plus grosse erreur que puisse commettre les féministes, c'est de lancer les femmes à la conquête du droit de vote ; car ce droit ne donne aucune puissance de fait : ce sont toujours des êtres que l'on dit souverains, mais qui sont gouvernés.

Quand nous n'avions pas le S. U., la révolte semblait bien plus légitime : on n'avait pas de succédané pour guérir le mal d'oppression césarienne. Les maîtres essayaient-ils de resserrer un peu plus fort les liens du joug qu'auscultait l'émeute grondait, l'insurrection se levait et une vague de colère venait terroriser les oppresseurs. Le coq rouge chantait quelquefois sur les tours des vieux manoirs ; on voyait se balancer aux branches des épouvantails qui n'avaient rien de postiche et qui étaient d'un avertissement salutaire. Mais ils n'étaient point électeurs, ceux qui agissaient ainsi, qui se rebellaient contre les féodaux nobiliaires. Avec le bulletin de vote qu'ont les hommes et que vous voulez aussi pour les femmes, les féodaux modernes, ceux de la finance comme ceux de l'industrie et du négoce, n'ont plus rien à craindre : le truquage apporté par Ledru-Rollin en 48 les protège au lieu de les gêner, les garantit contre les soulèvements populaires. « A quoi bon répandre le sang quand on a dans la main une arme de papier qui peut anéantir les puissances les plus hautes et les plus fortes... »

Oui, croyez cela, bénévoles électeurs, et allez vous recueillir dans l'isolement pour préparer votre engin terrible...

Non, pousser le mouvement féministe dans la voie de l'obtention du S. U. n'est pas faire œuvre d'affranchissement de la femme. C'est une propagande absolument négative de tout résultat intéressant et qui n'attirera pas de sympathies à l'agitation faite dans ce but.

Il ne faut pas que la femme marche à la remorque de l'homme ; il faut qu'elle travaille à se rendre son égale, non pas dans les préjugés, mais dans la culture de son intelligence et qu'elle s'applique à le dépasser pour l'entraîner dans la bonne direction qui est celle qui mène à l'expropriation économique, et, partant, politique, de la classe parasitaire.

La femme et l'homme ne peuvent s'affranchir des contraintes, s'émanciper de leur situation servile que par une transformation des conditions économiques de la société présente. Et cette transformation ne s'obtiendra que par un labeur acharné à cultiver le cerveau pour en faire des êtres conscients et à susciter des énergies pour les luttes prochaines, luttés qui seront loin de ressembler aux batailles électorales livrées par les deux sexes contre le vide.

Notre collaboratrice Madeleine Pelletier termine son article par ce court avertissement : « La révolution tout de suite, ce serait encore mieux, direz-vous. Certes, mais faites-la... si vous pouvez. » La pointe de scepticisme qui ressort de cette dernière phrase ne nous empêche pas de répondre à cette impérative exhortation : « Venez nous aider, camarade, mais pas avec la revendication du droit de vote, qui ne peut que décevoir ceux qui croient à son efficacité. Venez pour combattre sur le terrain vraiment révolutionnaire, en apprenant aux ignorants à avoir la haine du principe d'autorité et à savoir se conduire eux-mêmes sans lois ni législateurs. »

Pierre MARTIN.



## LA PALLISSE REPOND

Cette question a été gravement posée au ministre de l'Intérieur : « Au cas où un électeur factieux ou mal intentionné prolongerait son séjour dans la cabine d'isolement, de façon à retarder systématiquement les opérations électorales, que doit et que peut faire le président du bureau ? »

Et le ministre de l'Intérieur a répondu, non moins gravement : « Le président du bureau, muni des pouvoirs de police, peut faire expulser les électeurs qui prolongeraient abusivement leur temps de passage dans l'isolement. »

Fort bien, mais après combien de minutes le temps de passage dans l'isolement devient-il abusif ? demande un autre confrère. Question naïve.

Le temps nécessaire est exactement celui qu'il faut pour satisfaire ses petits besoins.

## POLITIQUE ET AFFAIRES

C'est M. Stephen Pichon, « ancien ministre », qui succède à feu M. Prevet, à la présidence du conseil d'administration du Petit Journal.

Bonne affaire évidemment... pour les actionnaires du dit canard et pour M. Pichon lui-même !

M. Clémentel, « ancien ministre », entre également dans la combinaison.

Et Rochette, alors, qu'en fait-on ?..

Ah ! voilà ! ce pauvre Rochette, qu'on disait si intelligent, n'a pas eu la bonne idée de se faire élire député ou sénateur.

C'était pourtant la bonne méthode ; il serait passé « ministre » un jour ou l'autre, en effet — et loin de le coffrer, on l'aurait installé dans le fauteuil occupé maintenant par M. Pichon.

## UN QUI S'EN VA

M. Baudry d'Asson, le célèbre député royaliste de la Vendée ne sollicitera pas le renouvellement de son mandat. Il a, paraît-il, soupé de la politique et laisse sa place à son fils.

C'est une grande perte pour le Parlement où le député vendéen faisait souvent le clown pour la plus grande joie

de ses collègues. Baudry d'Asson était, en effet, l'enfant terrible du lieu et on lui permettait des choses qui auraient valu la censure à un autre Q. M.

Au moment de l'expulsion des congrégations, il se présenta un jour à la Chambre tout vêtu de blanc et portant un crêpe. « Je porte, dit-il, le deuil de la liberté. » Lors de l'affaire des fiches, il se précipita sur le Petit Père Combes et pendant quelques instants le menaça avec une casserole.

Ses interruptions étaient légendaires à la Chambre. Les députés en riaient et, lorsque l'enfant terrible allait un peu loin, ses collègues de la gauche se contentaient de crier : « Au fou ! au fou ! à la douche ! »

Plaignons nos députés. Ils n'auront plus personne pour les reposer des éternels discours de Jaurès.

## UN PERIL IMAGINAIRE

C'est de la dépopulation de la France qu'il s'agit. Au moins dix fois par trimestre, des économistes distingués jettent le cri d'alarme et s'efforcent de nous prouver, chiffres à l'appui, que les ménages français ne donnent plus assez d'enfants à la mère-patrie, tandis que l'Allemagne, au contraire, etc... On connaît l'antienne.

A statisticien, statisticien et demi. Un de nos confrères, M. Marcel Réja, vient de publier une étude très documentée, à l'effet de démontrer que les doléances sur la crise de la natalité chez nous ne sont point aussi justifiées qu'on veut bien le dire.

D'après les travaux de Holt Scholing, le nombre des naissances pour 120.000 habitants a diminué : pour la France de 35 ; pour l'Allemagne de 40 ; pour l'Autriche et l'Italie de 21 ; pour le Royaume-Uni de 52, et pour l'Angleterre seule de 61.

La France n'a donc fait que précéder les autres pays dans ce mouvement de diminution. Mais elle est déjà distancée.

## DANS LA VALLEE DE LARMES

C'est le clergé qui a la moyenne d'années la plus élevée, si l'on en croit la statistique suivante d'un médecin allemand, le docteur Gasper.

Ont atteint soixante-dix ans :  
Ecclesiastiques ..... 42 sur 100  
Agriculteurs ..... 40 —  
Commerçants et ouv. .... 35 —  
Avocats ..... 29 —  
Artistes et acteurs ..... 28 —  
Médecins ..... 25 —

Les ecclésiastiques semblent peu pressés d'aller goûter de l'autre vie. En revanche, la mortalité des médecins rendra songeurs bien des malades...

## Pour la campagne antiparlementaire

## Appel aux Anarchistes !

Les groupes sont avisés qu'une permanence est établie, dès maintenant à l'Eglantine, 6, rue Ronsart (18<sup>e</sup>) station Métro Anvers, et qu'un camarade s'y tiendra pendant toute la période électorale, le matin de 8 heures à 10 heures, l'après-midi de 3 heures à 5 heures et le soir de 8 heures à 11 heures. Les groupes désirant des affiches et tracts pour la campagne antiparlementaire n'auront qu'à venir y chercher ce dont ils ont besoin.

De plus, des groupes de province nous demandant des candidats ; les camarades susceptibles de poser leur candidature sont instamment priés de nous le faire savoir le plus tôt ; nous tenons à leur disposition des libellés de dépôt de candidature tout prêts.

D'autre part, les affiches et tracts sont prêts, mais les imprimeurs exigent que nous les payions immédiatement pour les délivrer ; donc, c'est une somme de 2.000 francs qu'il faut que nous trouvions, dans deux ou trois jours. Si les camarades sont décidés à mener une campagne sérieuse, qu'ils fassent un effort immédiat et envoient de suite des fonds à Albot, 51, rue Lhomond, Paris (5<sup>e</sup>).

Le tract paraît aujourd'hui dans le LIBERTAIRE ; d'un autre côté, nous avons toute prête une deuxième affiche intitulée « Bilan de la Législature » ; il dépend de l'activité que mettront les groupes et individuellement à envoyer quelle puisse paraître.

## Les Enquêtes Parlementaires

A aucun moment, je ne me suis fait illusion sur les solutions qu'apporterait la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les abus d'influence commis par Caillaux et Monis en faveur de Rochette.

Arrivée à l'âge moyen de la vie, j'ai déjà vu un certain nombre de commissions semblables nommées pour faire la lumière (combien peu) sur un scandale quelconque.

De ces expériences multiples, voilà l'idée générale que j'ai pu tirer :

Une commission d'enquête est une commission d'enterrement.

On commence par un bluff immense, il faut bien, n'est-ce pas, paraître s'indigner avec l'opinion.

Ah, les misérables ! ils ont tripoté, escroqué, commis des abus de pouvoir, etc., etc. Une sanction s'impose, citoyens, et il y aura une sanction ; on va voir ce qu'on va voir !

La commission est nommée, elle traîne en longueur le plus possible, on entend toutes sortes de gens qui parlent pour ne rien dire. Pendant ce temps-là, un grand crime ou n'importe quoi accapare de nouveau l'attention, et l'enquête finit en queue de poisson, sans que plus personne ne proteste.

Ainsi est l'esprit français, l'esprit humain probablement, car il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement à l'étranger.

Cette fois-ci, on a bluffé encore davantage ; on a donné à ladite commission des pouvoirs judiciaires. Laissez-moi rire !

Comme si les loups se mangeaient entre eux.

Où en serait-on, si on s'emprisonnait entre soi. Aujourd'hui, moi, demain toi, n'est-il pas vrai. Alors !

Dans cette affaire, je l'avoue, je ne partage pas l'indignation de certains.

Il y a eu une pression exercée par un ministre sur un magistrat.

La belle affaire !

Il y a, je sais, dans la constitution, la séparation des pouvoirs, mais pour y croire, à cette séparation, il faut être bien naïf. Avec cela que le gouvernement ne fait pas ce qu'il veut des juges.

L'histoire, à cet égard, peut édifier les confiants ; les cours prévotales, les commissions mixtes ne sont pas précisément des exemples de l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Et l'affaire Dreyfus !

Le tort de Monis a été de ne pas avoir la manière.

Il y a la forme, que diable ! On n'appelle pas dans son cabinet un procureur général comme on ferait d'un préfet eng... et révoquant à merci. On a un ami commun qui exprime à l'intéressé le... désir... pas l'ordre... (on sait bien qu'on n'a pas d'ordre à donner à un magistrat indépendant). L'ami donc exprime le désir du gouvernement et le magistrat indépendant s'y conforme, sachant bien qu'en cas de désobéissance, on ne manquerait pas de le pincer au premier tournant.

J'avoue en second lieu que je n'éprouve nulle impatience de voir Rochette sous les verrous. C'est un voleur. C'est bien possible, mais il n'est pas le seul ; comme si la finance tout entière n'était pas du vol. La correctionnelle, c'est le risque constant des gens de bourse ; l'accident de travail toujours possible de la finance.

Le tort de Rochette, son tort principal peut-être a été de ne pas réussir.

C'est un petit (tout est relatif) qui a été vaincu par les gros.

Il ne me déplait pas à moi, cet ancien garçon de café arrivé dans la haute finance ; il est peut-être escroc, mais à coup sûr, ce n'est pas un imbécile.

Il a volé la petite épargne. C'est malheureux évidemment, mais sur le sort des volés, je ne verserai pas trop de larmes.

Sont-ce les travailleurs qui ont souffert ; ah bien oui ! les travailleurs ne pouvant économiser n'ont rien à porter chez Rochette. Ceux que Rochette a volés, c'est le paysan, le petit commerçant, le domestique, les gens à bas de laine. Toute leur vie, ils lardent, se privent de tout, mangent mal, s'éclairaient avec une lampe Pigeon, autant que possible ils se couchent à la nuit pour ne pas brûler de pétrole. L'hiver, ils rognent sur le feu ; leur enfant est malade, qu'importe, ils lui achètent deux sous de tisane pour le guérir ; ils vont chercher le médecin quand il est aux trois quarts mort. Leur vieille mère est malade, tant mieux, ne va-t-elle pas enfin crever pour les débarrasser, à son âge on a assez vécu. Prêter cent sous à un ami, allez vous y faire mordre !

Avec les sous, ils font des francs, avec les francs des louis qui vont s'ajouter les uns aux autres au fond du bas de laine. Quand il y en a assez, ils vont porter le magot à un Rochette quelconque, et patatras, les voilà ruinés.

Le financier qui les ruine commet un vol, certes ; évidemment, ces gens ont travaillé, c'est d'ailleurs leur seul mérite ; mais je n'ai pas plus pitié d'eux qu'ils n'auraient pitié de moi si la fatalité voulait que j'eusse à leur demander un morceau de pain.

Ce qui me dégoûte le plus dans cette affaire, c'est de voir le chef du parti socialiste présider à l'enterrement, couvrir les saletés des dirigeants capitalistes. Les députés socialistes, je sais, ont nommé, eux aussi, une commission ; elle accouchera d'une motion avec un soupçon de vinaigre ; diable, c'est que nous voilà aux élections ! Mais ils savent que la motion ne sera pas votée et ils pourront dire à leurs électeurs : « Citoyens, nous avons fait ce que nous avons pu ; le parti socialiste ne pourra réaliser la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production que lorsque nous serons la majorité. » Et le tour sera joué.

Comédiantes !

Tant pis, après tout, pour le prolétariat, n'est-ce pas lui qui les nomme ? Il a les chefs qu'il mérite.

Dr. Madeleine PELLETIER.

## Solidarité internationale

A tort ou à raison, le peuple français est considéré comme le plus révolutionnaire du monde. Le regard des minorités qui, dans chaque pays, luttent pour plus de bien-être et de liberté, est donc constamment tourné vers la France, berceau de tant de révolutions généreuses et vers Paris, le centre intellectuel du monde.

Tous les actes et toutes les tentatives révolutionnaires accomplis ici ont, de ce fait, une répercussion mondiale. Quand dans n'importe quel pays la réaction s'abat sur les nôtres, quand les quelques rares libertés concédées par les États modernes, celle de la presse et de la parole, cèdent la place à la plus odieuse des tyrannies, alors un suprême appel est lancé aux révolutionnaires français.

C'est que le monde n'a pas encore oublié 1789, 1848 et 1871, le souvenir de ces glorieuses époques reste vivant au cœur des opprimés. De même on so



rapelle encore l'heureuse et décisive intervention des partis d'avant-garde lors de la campagne pour les victimes d'Alcala del Valle et de Montjuich, dans l'affaire Dreyfus et dans l'affaire Louisot. On n'a pas oublié non plus l'émotion qui grondait autour de l'ambassade d'Espagne le 13 octobre 1909.

Le moment est venu pour les révolutionnaires français de donner une nouvelle preuve de leur solidarité internationale. Dans plusieurs pays, nos amis sont actuellement en butte à la plus implacable des persécutions. Traqués comme des bêtes, ils n'ont souvent pas l'occasion d'entreprendre eux-mêmes une vigoureuse campagne de protestation. C'est alors qu'ils pensent que la solidarité ne doit pas être un vain mot et que leur appel désespéré doit trouver un écho retentissant dans nos cœurs.

Allons-nous justifier la réputation qu'on nous fait à l'étranger ? Allons-nous répondre de leurs cris de détresse et chercher des moyens efficaces pour contre-carrier la barbarie de la clique gouvernementale qui s'acharne un peu partout sur nos amis ?

Tous ceux qui, par milliers, accouraient pour clamer leur indignation contre le hideux Alphonse XIII, contre le sanglant de toutes les Russies, contre le Mikado pendu, tous ceux qui étaient avec nous pour arracher Rousset des griffes de ses tortionnaires, eux tous ils auront à cœur de faire entendre leurs protestations viviles.

Déjà il s'est formé ici, à Paris, un Comité anarchiste international contre les répressions, composé de révolutionnaires appartenant aux nationalités les plus diverses. Les appels ont été lancés dans la presse révolutionnaire, des manifestes ont été tirés et distribués par milliers, dénonçant la répression qui sévit actuellement en Argentine, et un service de correspondance a été organisé avec les journaux d'avant-garde de la plupart des pays. Mais cela ne suffit

pas. Il faut que la honte et la barbarie des bourreaux de nos frères s'étale publiquement sur tous les murs de Paris, et, si possible, des principales villes de province, il faut que par des meetings de protestation l'opinion publique soit éveillée.

Mais pour faire cela, le concours moral et matériel de tous nous est indispensable. Il nous faut continuer notre agitation. Les groupes les plus actifs de la P.C.A.R. nous sont déjà venus en aide, ainsi que quelques camarades isolés. Aux autres, maintenant, de dire s'ils approuvent notre campagne.

Pour la correspondance, s'adresser à Aubert (Libertaire), 15, rue d'Orsel, Paris.

F. Herta.

## La Campagne antiparlementaire

BOULOGNE-BILLANCOURT

La Jeunesse Syndicaliste de Boulogne-Billancourt est un groupe très vivant qui s'est mêlé à toutes les luttes sociales de la région. Aussi, nous convions tous nos amis de Boulogne et environs à adhérer à la Jeunesse pour lui permettre de redoubler d'efforts dans la bataille engagée.

Joué dernier, nos jeunes camarades ont obtenu la municipalité à décommoder la mascarade militaire mensuelle. Vouant employer activement leur soirée, ils se rendirent ensuite à la réunion organisée par le général Percein. Ils conspuèrent fortement ce massacreur de Communistes et le camarade Rossi s'écria comme il convenait le parti radical qui a sur la conscience Draveil, Villeneuve-Saint-Georges, Narbonne, etc.

La séance fut levée au cri de : A bas la guerre et au chant de l'Internationale.

Bravo, camarades de Boulogne !

## Le Martyre d'un Soldat

Infirmes et devenu impotent par suite d'un accident survenu en service commandé, un soldat se voit enlever sa pension par décision ministérielle. On l'expulse de la caserne « manu militari » et il est actuellement sur le pavé.

Chaque courrier nous apporte la nouvelle d'une infamie commise par ceux qui se sont donnés la mission de nous diriger. La semaine dernière, nous avons entretenu nos amis de l'odyssée du malheureux Baër, condamné par les châtiments de Cayenne bien que la preuve soit faite qu'il est absolument innocent du délit reproché.

Inutile d'aller en Guyane pour découvrir une injustice. Chaque jour, sous nos yeux, des actes monstrueux d'inhumanité sont commis et les quatre pages du journal ne suffiraient pas pour signaler, au jour le jour, les infamies petites ou grandes que se permettent juges, soudards et gouvernants.

Aujourd'hui, nous entretiendrons nos amis de la lamentable histoire d'un soldat et ce sera une preuve de plus de la canaillerie des bureaux du ministère de la Guerre et nous pouvons ajouter du ministre, puisqu'il a couvert et approuvé les décisions de ses subordonnés. Ce sera aussi un enseignement pour les jeunes gens qui, ignorants des choses de la caserne, auraient l'intention de contracter un engagement dans la « plus belle des armées ».

\*\*\*

Né à Plaisance (Vienne) le 22 décembre 1886, René Renaud contracta, le 6 juillet 1907, un engagement de cinq ans dans l'infanterie coloniale, Orphelin de père et de mère, sans parents autour de lui, le jeune homme, grisé peut-être par la prose de quelques patriotes, espérait sans doute retrouver dans l'armée la famille qu'il n'avait plus.

Il ne devait trouver, hélas, que des souffrances sans nom et sortir de ce milieu, impotent et dans l'impossibilité absolue de gagner sa vie.

Le 8 mai 1908, le régiment de Renaud exécutait au camp de Chibron (Var) des tirs de combat. Au cours d'une manœuvre, le pauvre soldat fit une chute tellement grave qu'on dut le faire entrer immédiatement à l'infirmerie du cantonnement. Il y resta cinq jours, abattu par une fièvre intense, et, pendant ce temps le médecin-major David ne daigna pas même le soigner.

Enfin, le 13 mai, il fut envoyé à l'hôpital militaire de Toulon. Un certificat d'origine de blessure en date du 8 mai 1908 — jour de l'accident — constate que Renaud a deux bras et la jambe gauche complètement engloboles.

Le pauvre diable traîna dans les hôpitaux et les infirmeries pendant quatorze mois. Les morticoles attendaient sans doute un bon accès de fièvre qui les débarrasserait de cet invalide encombrant. Enfin, le 13 juillet 1909, Renaud passa devant la commission spéciale de réforme. Après l'avoir examiné et constaté qu'il ne pouvait plus servir de ses membres, les médecins militaires se décidèrent à le renvoyer chez lui en lui accordant le bénéfice de la réforme numéro 1, degré 4.

## CONSEIL DE REVISION

Deux heures de l'après-midi. Dans la petite ville, d'ordinaire si calme, l'on peut remarquer une activité inaccoutumée, qui donne une nouvelle vie aux rues si souvent désertes. Ça et là, des groupes de jeunes gens passent, causant à haute voix, manifestant bruyamment une joie qui, l'alcool aidant, tend à devenir de plus en plus exubérante.

Dans le lointain, tout là-bas vers la gare, clairons et tambours entraînent les badauds qui viennent de chercher M. le préfet ; ce haut personnage doit assister en personne aux opérations du conseil de revision. Comme c'est jeudi, jour de congé pour les écoles, la municipalité ayant dédaigné de faire chauffer cette pièce, ils passent dans une deuxième salle, où les attendent la toise et la bascule.

Pesés et mesurés, ils sont appelés dans une troisième pièce, où, bien au chaud, sont installés toutes les personnalités civiles et militaires. Un galeux interroge : « Votre nom ? ... Prénoms ? ... Profession ? ... C'est bon, tournez-vous ! ... C'est bien, au suivant ! ... » Le major de son côté ausculte, puis après avoir examiné, il présente son bouc — oh ! pardon — son homme, vante ses qualités ou fait voir ses défauts. — « Messieurs, voici un homme bien bâti — pèse tant — aucune maladie, propose service armé. » La présentation continue par un autre sujet. — « Tempérament maladif, pas

Renaud obtenait donc une pension de 700 francs environ. C'était peu, certes, et le soldat était en droit de penser que ses membres auraient pu lui procurer un salaire supérieur. Mais enfin, c'était la certitude d'avoir au moins du pain ; tant de pauvres diables sont jetés à la porte des casernes avec une rente inférieure — quand on consent à leur en donner une — que Renaud estima qu'il était encore favorisé.

Il resta à la 11<sup>e</sup> compagnie du 22<sup>e</sup> colonial à Hyères pour y attendre la liquidation de sa pension. Il attendit plusieurs mois, car chacun sait que les bureaux ne sont pas pressés. Pendant ce temps, ses papiers étaient transmis au ministère de la Guerre et les ronds-de-cuir les examinaient. « Sept cent francs de pension à un simple soldat, mais c'est abusif, opina un quelconque M. Le-bureau. » Et le vilain bougre fit signer au ministre une décision par laquelle Renaud n'avait droit qu'à la réforme numéro 2, c'est-à-dire à la réforme sans pension.

Cette inhumaine et abominable décision, signée du 3 janvier 1910, fut transmise à Renaud quelques jours plus tard.

Le malheureux protesta, alléguant qu'il était dans l'impossibilité de gagner sa vie et que, sans famille et sans ressources, il était destiné à mourir de faim. La décision était formelle et le 13 janvier 1910, on l'expulsa du corps.

Renaud fit des démarches pour faire casser la décision du ministre de la Guerre et il s'adressa au Conseil d'Etat. Quand son affaire vint devant cette juridiction, quatre-vingt jours s'étaient écoulés et comme l'ordre ministériel était devenu définitif au bout de deux mois, la demande du pauvre garçon ne fut pas même examinée.

Depuis quatre ans, Renaud traîne d'asile en asile, vivant de charité, incapable de gagner sa vie.

Il était parti fort, sain, robuste et l'armée l'a rejeté infirme, impotent. Il est impossible que cette situation dure plus longtemps. Renaud a été blessé en service commandé, son certificat d'origine de blessure en fait foi, et il est inadmissible qu'on le laisse sans secours dans la misère. Ce n'est pas une faveur qu'il réclame, mais son droit, son droit strict.

De nouvelles démarches vont être entreprises et nous verrons si le ministre de la Guerre refusera plus longtemps à un pauvre diable la pension qui lui est due.

Emile AUBIN.

## Les Amis du "Libertaire"

Tous les mardis, à 9 heures du soir, réunion du groupe des amis, salle Chapoteau, 5, rue du Château-d'Eau. Appel est fait à tous ceux qui s'intéressent au journal.

tout grisonnant, vieillit avant l'âge par les soucis du métier, oh ! combien ! Il cause avec le maire, l'un des plus gros patrons de la région. En chiens dociles, suivent les conseillers municipaux, tristes individus qui ont trahi leurs camarades au cours d'une grève malheureuse ; enfin, fermant la marche, fusil sur l'épaule, viennent les pompiers.

Tout ce monde, tant bien que mal, se range dans la cour, tandis que, sur le perron, tête nue, les personnages officiels écoutent la Marseillaise, exécutée par la fanfare municipale. Ensuite commence la triste comédie. Le maréchal des logis, liste en main, appelle tout d'abord les ajournés des classes précédentes. Les uns derrière les autres, ils pénètrent dans une première salle où ils se déshabillent, Grelottants, la municipalité ayant dédaigné de faire chauffer cette pièce, ils passent dans une deuxième salle, où les attendent la toise et la bascule.

Pesés et mesurés, ils sont appelés dans une troisième pièce, où, bien au chaud, sont installés toutes les personnalités civiles et militaires. Un galeux interroge : « Votre nom ? ... Prénoms ? ... Profession ? ... C'est bon, tournez-vous ! ... C'est bien, au suivant ! ... » Le major de son côté ausculte, puis après avoir examiné, il présente son bouc — oh ! pardon — son homme, vante ses qualités ou fait voir ses défauts. — « Messieurs, voici un homme bien bâti — pèse tant — aucune maladie, propose service armé. » La présentation continue par un autre sujet. — « Tempérament maladif, pas

très bien constitué, pas bien solide, propose service auxiliaire. » D'autres sont ajournés, quelques-uns même sont réformés et ce lamentable étalage de chair humaine continue ainsi. A mesure que l'opération s'avance, les premiers passés cèdent leurs places à d'autres et se répandent dans la rue, répondant aux demandes des parents ou des amis. Une mère s'approche : « Eh bien ! mon garçon ? » Et le gars de répondre : « Ah ! les salauds, y m'ont pas laissé ; bon pour trois ans ! »

Plus loin sont installés les marchands de rubans et de numéros qui attendent les futurs soldats au passage. Ils les happent par leurs vêtements : « Ben, mon gars, t'es pas véreux au moins... Bon pour le service ! Arrive un peu que je te décote. » Et le gars sans trop savoir se laisse faire. Une cocarde sur la poitrine, un numéro au chapeau, des rubans dans le dos, « Tiens » argarde » si t'es biau. » Le gars fait bien un peu la grimace quand il s'agit de payer ; mais bah, un jour comme celui-là, on ne marchandait pas, même si l'on se fait écorcher.

Ensuite, bien décorés, les conscrits s'en vont dans les cabarets, demander à l'alcôve un réconfort qui leur permettra d'oublier pour quelque temps l'odieux marché dont ils sont les dupes, les victimes.

Ils boiront jusqu'à plus soif et, lorsqu'ils seront bien saouls, le train les emportera vers la proche préfecture où, en une orgie crapuleuse, ils iront terminer la fête dans les maisons closes, dont

beaucoup apprennent pour la première fois à connaître le chemin.

Et c'est ainsi, qu'invariablement, se passeront ces dures obligations envers la patrie, où tous laissent un peu de leur dignité, jusqu'au jour où enfin las de subir le joug du militarisme, les gars de 20 ans se refuseront... au conseil de révision.

## Le Cinéma du Peuple

La soirée du 28 mars, au Palais des Fêtes, aura permis de démontrer aux incrédules la propagande que l'on peut faire par le cinéma. Plus de 2.000 camarades ont vu que le « Cinéma du Peuple » était un cinéma d'idées, devant servir à la propagande sociale. D'ailleurs, les films édités par nous jusqu'à ce jour indiquent clairement quel est notre but.

Si nous avons réussi à mettre debout quelques films comme les « Misères de l'agriculture », les « Oubliés de Pressensac », le « Vieux docker », « Victimes des exploitations » et enfin la première partie de « La Commune », ce n'est qu'un premier effort considérable de quelques militants qui ont compris au début de l'œuvre la valeur éducative du « Cinéma du Peuple ».

Aujourd'hui, la preuve est faite qu'un cinéma ouvrier est utile à la propagande révolutionnaire.

Les militants syndicalistes, socialistes ou libéraux vont-ils secourir notre effort en adhérant au « Cinéma du Peuple » ? Voulent-ils demander aux organisations coopératives, syndicales ou autres qui possèdent une salle de spectacle de louer de préférence et à un prix égal pour les nouveautés, les films du « Cinéma du Peuple » ?

Nous pensons qu'une œuvre comme la nôtre mérite d'être soutenue.

La part sociale de 25 francs, libérable en cinq mois, permet à tous les camarades de s'inscrire au « Cinéma du Peuple ».

N.B. — Pour tous renseignements, s'adresser à Y. Bidault, rue Pouchet, 67.

## La Révolution au Mexique

### Les Expropriations continuent

La bataille engagée autour de Torreón et dont le résultat paraît favorable aux Carranzistes ne saurait nous faire oublier que, quoi qu'il advienne, que Carranza succède à Huerta, comme Huerta a succédé à Madero, il n'y aura rien de fait, pas de solution définitive tant que les peons n'auront pas repris la terre.

Un journal de Boston : *The Cristian Science Monitor*, en un article écrit, paraît-il, par un ancien gouverneur d'un Etat du Nord, très au courant des choses mexicaines, fait ainsi la statistique des forces révolutionnaires et conservatrices au Mexique.

Aux conservateurs purs, membres du parti catholique, il accorde le 8 pour cent de la population.

Aux modérés ou libéraux propriétaires, dont le chef est Fernand Iglesias Calderon, le cinq pour cent.

Aux anti-réactionnistes que dirige le docteur Francis Gomez, cinq pour cent aussi.

Et cinq pour cent encore aux constitutionnalistes de Carranza.

Au total, les libéraux et les conservateurs ne forment guère qu'un cinquième de la population.

Quant à ceux qu'il appelle les radicaux, le journal bostonien leur octroie les autres quatre cinquièmes :

Deux pour cent aux socialistes.

Quinze pour cent aux communistes.

Cinquante-cinq pour cent aux zapatistes.

« Les communistes, ajoute *The Cristian Science Monitor*, sont les membres du Parti Libéral Mexicain, des travailleurs agressifs et éveillés, qui ont voyagé aux Etats-Unis, et qui s'acheminent vers l'anarchisme ; quant au parti de Zapata, il est formé du gros de la nation, c'est le parti des paysans.

Un journal qui se publie à Dallas (Texas) et qui reflète tant bien que mal la tendance zapatiste, rectifie ces chiffres et fait remarquer que beaucoup de Mexicains qui suivent Vasquez, Gomez et même Carranza, veulent, au fond, comme les anarchistes et les paysans de Zapata, reprendre la terre aux riches propriétaires, et il conclut ainsi :

« Il y a soixante-dix pour cent de révolutionnaires, dix pour cent de conservateurs, et vingt pour cent d'indifférents. »

*Regeneracion*, le vaillant organe anarchiste de Los Angeles, où les frères Magon, Librado Rivera et Anselmo Figueroa ont, après une longue détention dans les geôles américaines de Mac-Neil Island, repris leur poste de combat, nous apprend, en son numéro du 21 février, la capture du lieutenant de Mac, Maximiliano Castillo qui, poursuivi par les troupes de Villa, a été arrêté par les Américains après avoir franchi la frontière.

Castillo n'est pas un anarchiste, n'étant pas dégagé du préjugé gouvernemental. Il n'en était pas moins un expropriateur et dans l'état de Chilhuahua il avait réparti quelques haciendas, notamment celle du riche Luis Terrazas entre les paysans, et fondé quantité de villages. Il luttait simultanément con-

tre les forces fédérales et les forces Carranzistes. Il est à craindre, si une forte protestation internationale ne s'en mêle, que les yankees ne le livrent au féroce Villa qui le passerait par les armes sans pitié.

Nous n'avons rien su encore du sort des camarades Rangel, Alzade, Cisneros et des dix autres anarchistes détenus à San Antonio (Texas) pour le prétendu meurtre du mouchard Ortiz. Nos amis de *Regeneracion* font des pieds et des pattes pour recueillir l'énorme somme nécessaire pour leur défense. Les condamnations monstrueuses de Serrato et des deux Gonzales n'ont pas été révisées. La peine capitale sera probablement demandée contre les trois anarchistes susnommés et, en Europe, personne ne bouge.

Il s'est pourtant, il nous semble, constitué un comité international, pour les victimes des répressions anarchistes. On a parlé des victimes de l'Argentine et de Cuba avec juste raison... Qu'attend-t-on pour intervenir en faveur des Mexicains que guettent l'échafaud et le bagne ?

C'est que la révolution mexicaine est toujours discutée par quantité de camarades qui ne peuvent admettre une révolution sociale dans un pays peu industrialisé et dont les habitants n'ont pas une grande culture intellectuelle. Mais les Jacques du Moyen-Age, les paysans du XVI<sup>e</sup> siècle, ceux de 1789 étaient-ils des savants ?

Dans l'Etat de Sonora, chez les Indiens yaleis, la révolution agraire bat son plein. Le drapeau rouge flotte partout. Des affiches ont annoncé à la tribu que les terres, les eaux, les forêts, les montagnes lui appartenaient. Les carranzistes ont essayé d'intervenir, mais ils ont été défaits et repoussés par les Indiens. Le compagnon Ivan Montero a pris part à tous les combats, et aujourd'hui les riches vallées du Yaki et du Mayo sont en pleine reconstruction sociale.

Excellents agriculteurs, les yaleis travaillent cette terre qu'ils ont reprise ; ils labourent, le fusil en bandoulière, crainte d'un retour sauvage des fédéraux ou des carranzistes, mais ils ont des vivres en abondance et ils ne manqueront de rien jusqu'à la récolte prochaine.

Juan Montero, par l'intermédiaire de *Regeneracion* adresse une invitation fraternelle à ceux qui nient le caractère social de la Révolution mexicaine. « Qu'ils viennent, dit-il, au quartier général de la tribu, à Tocoopohampo Rio Yaki, état de Sonora, où ils seront bien reçus, et où ils apprendront que des gens simples, mais voulant être libres et heureux n'importe quel prix, n'ont pas besoin d'avoir passé leurs jeunes années dans les lycées et les universités pour prendre le fusil et prendre possession par le fer et par le feu de la richesse sociale accaparée par quelques bandits. »

Ce n'est pas la victoire de Carranza qui arrêtera la révolution paysanne.

LE PERE BARBASSOU.

## Le Salon des Indépendants

### Nouvelles Impressions

En franchissant le seuil de ce salon, sous la tente, dès l'entrée, ne sent-on pas qu'on va avoir des surprises et que des formes, des couleurs inattendues vont de-ci, de-là, accrocher nos regards, hélas ! trop malheureux, quand la force des choses nous a pu entraîner devant ces rubans sans fin de peintures si connues qu'en les entrevoyant on croirait déjà les avoir vues cent fois. Ici, je souris à toutes sortes de heurts aimables ayant l'air, eux aussi, bons enfants. Depuis la roue vibrante de lumière, cette définition de la vitesse dans l'éther, jusqu'aux fleurs nébuleuses mais vraies, tout occupe agréablement sans agacer l'œil. C'est que, je crois, nous aimons les visages connus et les choses inconnues. Avouons à la honte du classicisme, qu'avec les lignes et les couleurs, ces merveilleuses couleurs de l'industrie moderne on peut faire ce que l'on veut. Mais pour faire ce que l'on veut, ce que l'on sent, faut-il encore fuir résolument maîtres et écoles, musées et salons, sans quoi, tentés par l'œuvre machinalement admirée, on échouera brutalement devant un caduc.

Le Salon des Indépendants justifie son nom. Il vagabonde et cela plaît à notre imagination qui suit cette marche libre, souvent sans la comprendre, et prévoit des sauts d'obstacles vertigineux et des haltes en forêts superbes.

Je ne nommerai personne, je dirai que toutes ces notes font une harmonie nouvelle. Je dirai que les simultanistes, les synchronistes, les pointillistes, les naturalistes plus ou moins organisés, les imagistes et les cubistes et post-cubistes, etc., avec leurs volontaires manières montrent au moins l'esprit dans l'art. Ayant souffert tant du contraire, soyons à ces nouveaux concerts.

Beaucoup de points d'interrogations se posent quand nous voulons analyser ces synthèses. Mais devant l'énigme de la nature, n'en sommes-nous pas réduits à le poser grand et muet, ce point d'interrogation ?

Et si nous prolongeons notre examen devant ces toiles énigmatiques d'aucunes nous amènent à flots leur compréhension. C'est comme un remue ménage dans la toile. Ces triangles massés en un plan se détachent au seuil et une vision survient d'entre eux ; vous êtes en plein paysage et quel paysage ! Ah ! l'inutile détail ! C'est ici qu'il est bon de le voir disparaître et la ligne maîtresse en sa place rigide et sèche fait son œuvre de pédale sonore et harmonieuse à la fois. Fuyez, satinés et peignés travaux de demoiselles et laissez-nous devant quatre traits — mais quatre traits — bien placés seulement.

Le cubisme n'est-il pas né, cet enfant terrible, n'est-il pas né de ce manque total de la forme géométrique. Oubliée, reléguée, ne voilà-t-il pas qu'elle réapparaît abusive, se plaçant évidente au-delà de la forme, cette géométrie méconnue si longtemps et voila le cubisme né. Modifiée, refoulée dans la forme même, sera-t-elle placée définitivement là où elle sera insoupçonnée mais agis-

sante et revêtue de la forme qu'elle représente. Il est à prévoir qu'elle réside à ce point idéal après avoir servi à maints peintres de gymnastique éducative et de gamme chromatique. Fort intéressant quand l'étude passe au rang d'une œuvre comme ces exercices de musique jolis à l'égal de morceaux d'audition. C'est déjà autant de gagné : l'école devient une charmante école buissonnière. Ne peut-on pas proclamer que c'est là le stigmate d'une bonne voie.

En tous cas et trouverait-on là beaucoup de déceptions artistiques, il est une science qui y trouve son compte : on est sous la tente et tandis qu'on regarde, un air tamisé vous entretient les poumons. Aucune poussière, du reste, Le merveilleux sol caillouté d'un parc nous rappelle aux réalités de la vraie vie. Absorbés par le puisard commun, les émanations humaines, celles qui détestables vous assaillent et vous prennent à la gorge à l'entrée des salles aux fenêtres fermées et au tapis poudreux, ces émanations humaines, ptomaines et cadavériques empoisonneuses, sont absentes du Salon des Indépendants. Si toutes les toiles y entrent, les microbes, par la nature même de la salle, n'y pénètrent pas ou disparaissent à peine entrés. N'avons-nous pas assez de cette simple science de l'hygiène élémentaire pour souhaiter les conférences intelligentes et les réunions avancées dans un local aménagé pareillement.

### POUR PRENDRE DATE

## Un jour à la mer

Dieppe que nous avons choisi comme but d'excursion cette année est situé sur la Manche, à l'embouchure de la rivière d'Arques.

C'est avec Deauville, Trouville et Ostend, un des centres balnéaires les plus fréquentés ; c'est aussi une ville industrielle et le port de pêche français le plus important.

En sortant de la gare, on a devant soi le bassin Bérimy (port de charbonnage) ; à gauche, un pont tournant mène au quai Duquesne.

C'est là que viennent aborder les chalutiers à vapeur, qui sont allés pêcher au large et rapporter le poisson dans des papiers, entre des couches de glace. Rien de pittoresque comme le débarquement des chalutiers, l'étalage des poissons sur le sol (maquereaux, rogels, merlans, congres énormes, dorades, limandes, chiens de mer, destinés à être sautés) pour la vente à la criée qui a bon sens la direction des commis. Des femmes, avec des hottes, emportent, ensuite chaque lot. Ce spectacle est une des plus amusantes distractions de Dieppe.

Plus loin, la place Nationale est bordée de maisons du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les amateurs d'architecture pourront visiter l'église Saint-Jacques, où l'art original normand le dispute au gothique le plus flamboyant. Les camarades trouveront sur le boulevard Maritime les bains publics et petits bains. Des escaliers disposés de place en place les conduiront à la plage de sable fin.

A trois kilomètres et demi de Dieppe se trouve Le Havre, petite station balnéaire aristocratique qui fut mise à la mode par Alexandre Dumas.

A dix minutes de Le Havre, se trouve le fameux camp de César.

Des fouilles qui y ont été pratiquées récemment ont fait découvrir des habitations



et des sépultures gauloises, romaines et mérovingiennes.

On peut de Dieppe comme de ses environs, faire une balade en mer pour un prix des plus modiques, environ 30 centimes, prix à débattre suivant le nombre des voyageurs.

Nous rappelons que le prix est fixé uniformément à dix francs et que les souscripteurs n'auront, moyennant ce prix à s'occuper de rien.

Le voyage aller et retour et un déjeuner et dîner copieux, leur sont assurés.

## PROPOS D'UN... QUI N'EST PAS PARISIEN

Pas plus tard qu'hier, me trouvant dans le Métro, il me fut donné de songer aux sanctions que dans les *Propos d'un Parisien* il est, soit dit encore une fois, conseillé de prendre contre tous ceux qui errent sur terre. Ce n'est pas que quelqu'un eut craché de la sorte, mais il se produisit quelque chose de bien pis encore, car un des voyageurs vint à subitement saluer du nez. C'était un pauvre bougre qui, n'ayant probablement pas du mouchoir, se trouva bien forcé de dégotter, au suprême degré, des personnes qui se trouvaient là. Et je fus très amusé de voir la mine effarée et toute à l'horreur qu'un tel spectacle provoquait chez quelques belles dames des plus délicates et à la fois des plus maniérées.

Je ne parvenais cependant pas à comprendre que la vue de ce saignement de nez provoquât en elles une si indicible horreur; elles qui périodiquement saignent de telle sorte que, dans la loi de Moïse, la femme devait, durant cette période, se tenir à l'écart comme un être trois fois impur, comme un être immonde.

Mais gardons-nous, contrairement à la loi de Moïse, de considérer la femme comme un être trois fois impur, comme un être immonde; puisque, si impure qu'il y a en elle, c'est de cette impureté que nous sortons tous.

D'ailleurs, si en cela il fallait considérer la femme comme une sorte d'horreur, je dirais que l'acte de procréation devrait être considéré comme un acte d'horreur encore plus impur, car il est encore moins propre.

Il est moins propre, surtout si nous en croyons certains pages des *Blasphèmes*, de Jean Richepin, lequel, autant que je me rappelle, nous présente ce tableau sous l'aspect d'un bourgeois et de sa femme, se bavant mutuellement dans la bouche et procédant dans un spasme ignoble qui fait que le spermatozoaire aveugle est lancé dans l'ovaire. Et c'est cela que j'adorais! dit-il comme conclusion!

Il est vrai qu'en sa qualité de poète, Jean Richepin ne peut comprendre cet acte de cette façon-là. Il le comprend plutôt comme un acte qui jamais ne fit la bête. Peut-être même se berna-t-il toujours à réciter des vers à sa femme et ne lui fit-il des enfants que par une sorte d'enchantement ou ivresse poétique presque divine.

Mais si je me trompe et que, ne fauteur, la soit livré à l'acte de procréation comme le commun des autres hommes, je dis que ses enfants étant issus d'un accouplement analogue à celui qu'ils dépeint dans ses *Blasphèmes*, ne devraient pas être très flattés qu'il se soit ainsi exprimé sur son propre compte, après avoir plus ou moins prosaïquement caressé sa femme et lui avoir envoyé dans l'ovaire le spermatozoaire aveugle qui les mit au monde.

Dans un autre sens il me rappelle une poétesse américaine, dont plusieurs journaux ont parlé. Celle-ci trouve que le baiser est une saleté et elle va jusqu'à le proscrire entre époux et épouses, amant et maîtresses. Et même, ayant un fils d'une douzaine d'années, avoue-t-elle ne l'avoir jamais embrassé.

Sans doute qu'elle considère son enfant comme étant issu de quelque chose d'abominablement sale, puisque si fort elle craint pour l'hygiène de sa précieuse personne.

En tout cas, comme il y a à baiser et à baisser, il n'y a rien de plus pour mettre au monde son fils, elle ait eu à baisser d'une façon un peu moins propre que celle du baiser ordinaire qu'elle refuse de donner à qui que ce soit, pas plus à son mari qu'à sa progéniture.

Quelqu'un à qui j'ai cité le cas de cette immatérielle personne, m'a dit que pour rien au monde il ne voudrait être le mari d'une telle femme. Serait-elle belle comme un astre et lui vilain comme un désastre, qu'il préférerait, a-t-il ajouté, coucher avec une brebis qu'avec cette poétesse, qui, durant l'acte d'amour, n'embrasse même pas.

Et maintenant, après avoir écrit ici bien des choses qui semblent étrangères à ce que je m'étais strictement promis d'écrire au sujet des mensonges du journaliste Clément Nagel, que je dis à celui-ci que je ne crache jamais, ni par terre ni autrement. Et cependant j'ai parfois une furieuse envie de cracher sur la face de bien des gens.

Jean d'ARTAX.

## A nos Abonnés

Les camarades dont l'abonnement est expiré sont priés de nous faire parvenir le montant de leur abonnement, afin de nous éviter les frais de poste.

L'Etat nous vote assez d'argent sans que nous lui en fournissions encore par notre négligence.

## THÉÂTRE

Le théâtre Montmartre donne en ce moment deux belles pièces sociales : *L'Usine qui flambe* et *la Pique socialiste*.

Dans la première pièce, nous assistons au magnifique combat de sentiments qui agitent un fils d'ouvrier devenu patron.

Dans la deuxième, à l'exposé de conceptions que l'auteur qualifie de socialistes, mais en réalité à l'exposé du communisme anarchiste.

Nous engageons nos amis libertaires à assister à la représentation de ces pièces.

Ils ne perdront pas leur temps.

J. R.

## FÉDÉRATION COMMUNISTE ANARCHISTE RÉVOLUTIONNAIRE DE LANGUE FRANÇAISE

# DÉSERTEZ LES URNES!

### Électeurs,

Aujourd'hui comme il y a quatre ans, des candidats de tous les partis, de toutes les nuances font appel à vos suffrages.

Comme il y a quatre ans, tous, réactionnaires et républicains, progressistes et libéraux, radicaux et socialistes, sollicitent à l'envi le soin de vous représenter.

Comme il y a quatre ans les murs se couvrent d'affiches de couleurs diverses, les tribunes publiques retentissent des accents passionnés des professionnels de la politique qui, en échange de vos bulletins de vote, vous promettent l'accroissement de votre bien-être, la diminution des charges fiscales qui pèsent lourdement sur vous, l'amélioration de votre sort de travailleurs, la baisse des loyers, la diminution du prix de la vie.

La course aux promesses est ouverte : de tous les candidats c'est à qui vous promettra plus que le concurrent.

Électeurs, tous vous trompent, le clercal comme l'anticléric, le réactionnaire comme le républicain, le radical comme le socialiste.

Tous vous trompent, parce que tous savent qu'ils ne peuvent rien vous donner, et que même s'il leur était possible de vous obtenir les améliorations désirées, ce serait en définitive *vous seuls* qui en feriez les frais.

Car le Parlement, quels que soient les hommes qui le composent, de quelque façon que soit constituée la majorité qui le dirige, est impuissant à vous rien donner.

### Le Parlement est impuissant

1° Toutes les réformes obtenues à l'avantage des travailleurs l'ont été par leur seule action en dehors du Parlement.

C'est en dehors du Parlement que les ouvriers ont obtenu le droit de grève, et la loi de 1864 autorisant la cessation du travail n'a été que la reconnaissance légale, pure et simple, d'un droit acquis de haute lutte par les intéressés eux-mêmes.

C'est en dehors du Parlement que les ouvriers ont réalisé l'union de tous les exploités et la loi du 21 mars 1884, la loi sur les syndicats, n'a fait qu'enregistrer le droit acquis, à la force du poignet des ouvriers, de se grouper.

Clemenceau, lui-même, qui n'est pas un révolutionnaire, l'a proclamé : « Nous n'instituons pas une liberté, s'écria-t-il, au moment de voter la loi, nous régularisons une liberté qui a déjà été prise. »

C'est encore en dehors du Parlement et contre lui qu'a été décidée, en 1903, la suppression des bureaux de placement.

C'est en dehors du Parlement qu'a été votée, en 1906, la loi sur le repos hebdomadaire. Seule l'action persistante des employés a obligé les bavards du Palais-Bourbon à accorder ce qui déjà était un fait accompli.

2° Toutes les réformes qui n'ont pas été conquises par les intéressés sont condamnées à rester lettre morte.

Est-elle appliquée la loi qui interdit l'ouverture des débits de boissons dans un certain rayon autour des établissements scolaires?

Est-elle appliquée la loi de 1892-1900 sur le travail des enfants? Les verreries et les filatures regorgent de milliers de pauvres petits êtres que la rapacité capitaliste exploite d'une façon meurtrière, malgré et contre la loi.

Est-elle appliquée la loi sur le travail de nuit, en ce qui concerne les femmes et les enfants? Le ministère du Travail avoue qu'en 1910, le travail de nuit était pratiqué d'une façon permanente par 10,566 garçons de moins de 18 ans et 2,043 filles ou femmes.

Est-elle appliquée la loi qui interdit les retraites? Cette loi dont ne veulent point les travailleurs a été mise en échec par la classe ouvrière et sur les 12 millions d'assurés obligatoires, c'est tout juste si 2 millions ont accepté le bénéfice ou prétendu tel de la loi.

Ainsi le Parlement ne peut rien accorder.

Toutes les réformes issues de la Chambre et du Sénat ont été obtenues par la seule action ouvrière en dehors de l'officine aux lois. Et les réformes qui ne correspondent pas à une ferme volonté des intéressés eux-mêmes sont destinées à rester nulles et non avenues.

Le Parlement est donc un rouage inutile, et comme tout organe inutile il doit être supprimé.

### Inanité des réformes fiscales

Car il ne faut pas se laisser prendre aux fabuleuses promesses de réformes fiscales.

Impôt sur le revenu, impôt sur le capital, dégrèvement de la terre, autant de réformes qui sont vouées d'avance à être stériles.

Toute augmentation d'impôts sur les riches retombera en fin de compte sur les pauvres qui seuls paieront.

Quand on aura supprimé l'impôt sur les fenêtres, et mis à la place l'impôt sur le revenu, croyez-vous que le propriétaire qui vous fait déjà payer ses portes et ses fenêtres hésitera à vous faire payer l'impôt sur le revenu?

Il n'y aurait qu'un seul et efficace moyen de diminuer le lourd fardeau de l'impôt : ce serait de diminuer les dépenses.

Or, en est-il ainsi? Non, mille fois non.

Tous les ans le budget s'accroît dans des proportions considérables.

Depuis 1911, première année de la législature qui finit, le budget de 4 milliards 300 millions est monté à 5 milliards 320 millions.

Il s'est donc accru en l'espace de 4 ans de plus d'UN MILLIARD.

Et ce milliard a été arraché au monde du travail, seul producteur de richesse.

Toutes les réformes fiscales sont donc mensongères : elles ne déchargent pas le prolétaire, mais accroissent les charges qui pèsent sur ses épaules.

Quand les candidats viennent vous parler de la sollicitude du Parlement à l'égard des classes laborieuses, répondez-leur que cette sollicitude ne s'exerce et ne peut s'exercer que vis-à-vis de ceux qui possèdent;

Que toutes les réformes qui sont sorties du Parlement sont demeurées inefficaces à améliorer la situation du travailleur;

Et que seules ont été appliquées les réformes que les intéressés ont pris soin de conquérir eux-mêmes, sans le secours ni l'assentiment des assemblées législatives.

Ajoutez que la place de l'ami du travailleur n'est pas au Parlement, milieu de corruption, de tripotages et de scandales; mais au milieu du prolétariat, en contact constant avec lui, avec ses souffrances et ses misères.

Criez-leur que la servitude politique est la conséquence de la servitude économique et que le seul moyen de faire cesser l'oppression gouvernementale c'est de supprimer l'exploitation capitaliste, et cela non par l'action indirecte de délégués au Palais-Bourbon, mais par l'action directe des travailleurs eux-mêmes.

Travailleurs,

Le suffrage universel est un mensonge.

Le Parlement un rouage inutile.  
Ne votez pas, abstenez-vous!  
Désertez les urnes!

La Fédération Communiste Anarchiste Révolutionnaire.

## LE BILAN DE LA LÉGISLATURE

### A L'ACTIF DES Q. M.

#### 1910

23 MAI. — Les poursuites contre l'accaparement du blé, du sucre et de l'alcool sont abandonnées.  
27 JUILLET. — Pichereau avoue avoir touché 25.000 francs pour porter sa plainte contre Rochette.  
12 OCTOBRE. — Mobilisation des cheminots en grève par Briand.  
30 OCTOBRE. — Briand est approuvé par la Chambre.

#### 1911

20 JANVIER. — La Chambre examine la dissolution de la C. G. T.  
14 MARS. — Envoi de renforts au Maroc.  
6 AVRIL. — L'armée française sabre des dockers grévistes, à Bayonne.  
AVRIL. — Le Gouvernement envoie 15.000 soldats en Champagne, et fait arrêter en masse les vignerons mécontents.  
1<sup>er</sup> MAI. — Interdiction de la manifestation ouvrière.  
30 JUIN. — La Chambre approuve Lépine de cumuler ses fonctions de Préfet de Police et d'administrateur du Suez.  
6 JUILLET. — Envassement policier de la Bourse du Travail de Paris.  
6 OCTOBRE. — Cruppi prononce la déchéance de 17 conseillers prud'hommes (Sous du Soldat).  
2 DÉCEMBRE. — Ghesquière et Compère-Morel font, aux applaudissements de la Chambre, le procès de la C. G. T.

#### 1912

JANVIER. — Révocation de Bordenes, secrétaire du Syndicat des P. T. T., pour avoir critiqué Chaumié.  
11 FÉVRIER. — La Chambre repousse la journée de 8 heures.  
MARS. — Rétablissement des retraites militaires.  
26 MARS. — Les députés socialistes votent les crédits pour la police.  
24 AVRIL. — Poursuites contre le *Sou du Soldat*.  
MAI. — Vote de la loi Berry-Millerand envoyant les jeunes militants syndicalistes aux « Bat d'AIT ».  
4 JUIN. — La Chambre examine un projet de loi sur la création d'une milice pour la répression des grèves.  
22 AOUT. — Dissolution des syndicats d'instituteurs.  
NOVEMBRE. — Perquisitions et arrestations de syndicalistes et d'anarchistes qui ont mené campagne contre la guerre.

#### 1913

28 MARS. — La Chambre refuse l'amnistie aux condamnés des « lois scélérates ».  
16 MAI. — La Chambre approuve le maintien de la classe, décidé par Barthou.  
Perquisitions et arrestations en masses.  
Condamnation féroce des soldats mutins.  
JUILLET. — VOTE DE LA LOI DE TROIS ANS.  
AOUT. — Création des « gardes communales » contre les travailleurs.

#### 1914

Epidémies dans les casernes.  
Scandales Caillaux-Briand-Barthou-Rochette, etc.

## CE QU'ILS NOUS COUTENT

BUDGET DE 1911 :  
4 MILLIARDS 300 MILLIONS  
BUDGET DE 1912 :  
4 MILLIARDS 500 MILLIONS  
BUDGET DE 1913 :  
4 MILLIARDS 740 MILLIONS  
BUDGET DE 1914 :  
5 MILLIARDS 320 MILLIONS  
TOTAL : 18 MILLIARDS 860 MILLIONS

Le travail étant la seule source de richesse, c'est donc sur les 12 millions de producteurs qu'est retombé en définitive ce formidable total, 18 milliards 860 millions.

Chaque producteur a donc payé : 12 millions, soit : 1.572 francs, qui représentent au taux moyen de la journée de travail en France : 1572 = 393 journées de travail.

### PROCUCEUR, retiens bien ceci

Sans compter l'exploitation patronale, pendant les 4 années de la législature 1910-1914, tu as travaillé 1 an et 3 mois pour entretenir la machine gouvernementale et la ruée de politiciens, de financiers et de parasites de toutes sortes qui vivent sur ton dos.

NE TROUVES-TU PAS QUE C'EST UN PEU CHER ?

## LE SUPPLÉMENT

Pendant la législature, de 1910 à 1914 :

### 17 travailleurs ont été assassinés

par la police ou l'armée, sur les champs de grève ou au cours des manifestations publiques.

Il y a eu :

### 261 années de prison

de distribuées pour les délits de pensée, de presse ou de parole.

IL N'Y A PAS EU D'AMNISTIE

### Deux mille soldats sont morts

des suites des EPIDÉMIES contractées dans les casernes surpeuplées par la LOI DE TROIS ANS.

La législature se termine par l'ordre du jour suivant :

« La Chambre prenant acte des constatations de sa commission d'enquête, reprouve les interventions abusives de la finance dans la politique et de la politique dans l'administration de la justice ; affirme la nécessité d'une loi sur les incompatibilités parlementaires, et résout à assurer d'une manière plus efficace la séparation des pouvoirs, passe à l'ordre du jour. »

Ce qui en bon français veut dire :

« Nous, ministres et députés, sommes des vendus et des tripoteurs ; vous magistrats, vous êtes des larbins. Ceci bien vu et bien entendu, que chacun chez soi s'en aille prendre des forces pour la période électorale qui va s'ouvrir. »

## FÊTES CHAMPÊTRES

de la Cité Communiste. Inauguration le lundi de Pâques, 13 avril.  
Concert. — Conférence

### Le Théâtre de la Nature

Organisé par Guérard  
Audition musicale. — Jeux pour culture physique.

La coopérative de Houilles assurera l'alimentation.

Les fêtes auront lieu en face de la chapelle du Val Notre-Dame-Bezons.

Moyens de communications : Tramways Porte-Maillet ou Champerret. Descendre à la station de Bezons-Mines-d'Or.

Des camarades en permanence indiqueront la route.

Le programme détaillé sera publié la semaine prochaine.

Carte d'enceinte 0 fr. 50 centimes.

## Pour la Repopulation

Je lis dans *Génération Consciente* du 1<sup>er</sup> avril 1914, à la rubrique « France-Général », les lignes suivantes :

« M. G. Rossignol s'en va maintenant dans le pays prêcher la repopulation. »

« Il est allé, l'autre jour, à Bordeaux, où il a parlé — ça n'est pas nous qui le disons, mais la *France de Bordeaux* — devant un public nombreux et choisi. »

« Ce quotidien bordelais dit que l'orateur a eu du succès. »

Hé oui ! M. Rossignol a fait à Bordeaux une conférence publique et non contradictoire sur la dépopulation.

Il a parlé devant un public choisi, je vous crois, j'y étais ; mais dire qu'il a eu du succès, c'est autre chose.

Je ne connaissais pas M. Rossignol. Je pensais voir un grand gaillard, aux muscles développés, en un mot le vrai type du pur sang humain, possédant une voix agréable et persuasive. J'espérais voir à ses côtés de beaux couples, jeunes, forts, vigoureux.

Il fallait déchanter. A la tribune se pressait tout ce qu'il y a de plus laid, de plus vieux, de plus décrépité.

Dans l'auditoire, remarqués particulièrement, apprentis accoucheuses — fort belles d'ailleurs, — vieilles filles, un officier ; il ne manquait qu'un curé et c'était complet. Tous ceux qui, de la naissance à la mort vivent de l'être humain, étaient là.

Le président, un vieillard, presque aphone, débâta contre les mathusiens, les familles peu nombreuses, etc., etc.

Enfin notre Rossignol se leva : sa tenue de soirée cachait sa frêle académie, maigre, efflanqué, tel il nous apparut. Rien d'étonnant si il joint le geste à la parole !

Et d'une voix qui est loin d'être aussi belle que celle de l'oiseau du même nom, — il jacasse comme une pie, — il parla de la dépopulation, puis il entonna le couplet patriotique, chargé d'ind sur les mathusiens. Cet homme n'aime pas les mathusiens.

Il dit des choses si ornières, qu'une fille du peuple aurait rougi, mais l'auditoire était choisi.

« Dis donc, not' femme, nous n'avons qu'un enfant, si si nous venions à le perdre, notre petite propriété passerait entre les mains d'étrangers. Vite faisons-en un autre. »

Il termina en invitant les auditeurs à commencer « dès le soir à repeupler la France », à s'abonner à son journal la *Vie*, etc. Ce qui, d'ailleurs, n'eut aucun succès, tout au moins en ce qui concerne le deuxième point.

La conférence n'était pas contradictoire, avons-nous dit, il était donc impossible de poser des questions.

J'espère que cet article sera lu, non par M. Rossignol, — il ne lit point le *Libertaire*, — mais par quelque adhérent à la « Ligue contre la hécence des rues », et je voudrais, ô comble de ma joie, qu'il le lui soumette, non pour en admirer le style, — il est lourd, nous le savons, l'auteur n'est pas inspecteur d'académie, — mais pour qu'il réponde aux questions suivantes :

1° Quel est le nombre de vos enfants ?

2° Quel est le montant de vos revenus (traitements, etc.) ?

Et, d'après sa réponse, chacun fera de la repopulation proportionnelle.

Les paysans parlent admirablement avec ce monsieur ; il est très facile d'en faire autant.

« Dis donc, not' femme, notre terre est hypothéquée, nous avons un enfant, nos charges sont déjà lourdes, si nous en avons un second, nous vivrons difficilement. Consommons les plaisirs de l'amour, mais soyons prudents. »

Tous ces repopulateurs impuissants peuvent multiplier leurs conférences, distribuer leurs kilos de papier, demander des lois, exiger des punitions, dénoncer ce qu'ils appellent le « vice », ils n'aboutiront qu'à une chose : être ridicules.

Leurs attaques prouvent, d'une façon évidente, que nous touchons au but. La propagande néo-mathusienne ébranle les préjugés de ces faux moralistes, elle est si intense qu'elle a pénétré toutes les couches sociales.

Comme le fleuve, à sa source mince filet d'eau, descend ici avec rapidité, la plus lentement, semble reculer devant les pierres ou les plantes qui obstruent son passage ; puis, gonflé par l'amas d'eau qui se forme, contourne, submerge, arrache, roule au fond de son lit les obstacles, un moment impraticables, et va s'épandant dans la plaine et jusqu'à la mer.

Il en est de même pour la vérité. Ici, subjuguée, elle chemine lentement, contourne les préjugés et, tout à coup, fortifiée par l'ardeur de ses défenseurs, elle finit par triompher. Ses rayons lumineux dissipent les ténèbres où gravitent les fourbes et les menteurs.

René Rommeport.

Les camarades dont l'abonnement est épuisé sont priés de le renouveler au plus tôt pour ne pas nous occasionner des frais de recouvrement par la poste.



